

**Sommaire**

- Edito	p.1
-Portrait d'avocat	p.2
-Jurisprudence	p.3
-Nos interventions	p.3
-Revue de doctrine, articles	p.4
- Textes importants	p.5

Crédit photo : Yannick Monget

**Edito :****Installations classées : une petite révolution est en cours**

C'est une véritable avalanche de textes et de projets de textes qui s'abat depuis le début de l'année sur le droit applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement. C'est l'esprit et la lettre de ce droit qui s'en trouvent considérablement modifiés.

En premier lieu, c'est le champ d'application, soit de la police elle-même, soit de ses règles qui s'étend. Ainsi, de nouvelles installations, telles les éoliennes seront bientôt soumises aux dispositions du Livre V du code de l'environnement. De même, la liste des installations soumises à l'obligation de constitution de garanties financières devrait considérablement s'étendre dès que l'arrêté prévu à cet effet aura été publié au journal officiel. Pendant ce temps, de nouvelles catégories d'ICPE seront transférées vers le nouveau régime - intermédiaire - de l'enregistrement.

En second lieu, la procédure de création d'une ICPE devrait prochainement connaître d'importants bouleversements. Deux projets de décrets vont modifier les conditions d'élaboration de l'étude d'impact mais aussi les conditions d'organisation de l'enquête publique. Le principe de participation, inscrit dans la Charte de l'environnement aura pour conséquence la disparition du modèle traditionnel d'une enquête publique unique au profit d'une succession de moments de concertation entre le pétitionnaire, le public et l'administration : conférence des parties prenantes locales lors de l'élaboration de l'étude d'impact, intervention de l'autorité environnementale, enquête publique initiale, suspension, enquête publique complémentaire....autant de nouvelles étapes de la procédure de concertation et de participation qui doivent dès maintenant être intégrées par les exploitants. En fin de vie, notons que le Gouvernement s'apprête à créer par décret une importante procédure de remise en état d'un site par un tiers auquel le Préfet pourrait, sous certaines conditions, prescrire des obligations revenant en principe à l'exploitant en titre.

Enfin, d'autres secteurs du droit se développent et emporteront des conséquences pour l'activité des installations classées. Tel est le cas pour le droit de l'urbanisme qui devrait être réformé par voie d'ordonnances et pour le droit de la biodiversité. Dans ce dernier cas, notons que le comité national et les comités régionaux « trame verte et bleue » ont été officiellement créés par décret.

Il n'est pas de propos de présenter tous les aspects de cette importante réforme du droit de l'environnement industriel, dans le droit fil du Grenelle de l'environnement.

Les avocats du Cabinet Huglo Lepage sont bien entendu à l'entière disposition de leurs clients pour assurer la veille des textes en préparation, contrôler la complétude des dossiers de demande d'autorisation, analyser le caractère proportionné et suffisant des études d'impacts mais aussi pour vous accompagner tout au long de la procédure d'instruction et notamment de l'enquête publique : étude des observations du public, traitement des questions du commissaire enquêteur, préparation des réunions publiques. Notre expérience incontestée du contentieux nous permet également de vous garantir une analyse du risque précise et une assistance en cas de saisine des tribunaux.





### Portrait : Maître Aurélie Bénèch : « Juriste et pédagogue »

Pour Aurélie Bénèch, « être avocat suppose aussi d'être un excellent pédagogue ». « A une époque où le droit devient sans cesse plus dense, plus complexe voire incertain, l'avocat est là pour expliquer, accompagner, orienter et, bien sûr, convaincre à partir d'une matière d'une grande technicité ». La technicité, c'est d'ailleurs ce qui a motivé le choix de cette brillante juriste de droit public à consacrer sa pratique à des domaines qui exigent, outre une grande rigueur, une réelle maîtrise du détail : l'urbanisme mais aussi les contrats et marchés publics. Aller au fond des dossiers, travailler avec des ingénieurs ou des architectes, s'ouvrir à d'autres secteurs d'expertise, « tout ceci n'est possible qu'à la condition d'avoir au préalable un savoir juridique précis et sans cesse actualisé ».

#### « Le droit public : un choix et une passion »

Il faut dire qu'Aurélie Bénèch bénéficie d'une très solide formation universitaire. Elle est en effet diplômée de deux Master II de renom : celui de « Droit public des affaires » de l'Université Paris II et celui intitulé « Contentieux de droit public » de l'Université Paris I. Admise dans la foulée à l'Ecole de formation du Barreau de Paris, Aurélie Bénèch suivra en parallèle une formation à l'Institut de droit public des affaires. A sa sortie de l'Ecole, après plusieurs stages réussis auprès de confrères, Aurélie Bénèch confirmera son goût pour le droit public en intégrant un cabinet intervenant dans ce domaine et notamment dans le secteur des déchets. « Je n'ai pas fait d'études de droit par défaut et mon métier n'est pas qu'un métier. Le droit public est autant un choix qu'une passion ». Un goût pour le droit public qui lui a notamment été transmis par ses professeurs, et notamment Catherine Teitgen-Colly, alors qu'elle assistait à son cours de droit administratif général.

#### « Pas de petits dossiers »

Rapidement repérée et recrutée par le Cabinet Huglo Lepage, Aurélie Bénèch travaillera plus particulièrement avec Me Corinne Lepage avec qui elle partage une très grande motivation pour le droit de l'urbanisme. « J'ai choisi ce cabinet car je partage cette idée qu'un avocat doit pouvoir consulter mais aussi plaider. Et dans des domaines qui le passionnent réellement ». Très vite, Me Bénèch se verra confier des dossiers importants au sein du cabinet dans lequel elle a souhaité s'épanouir. La confiance que lui témoignent depuis plusieurs années ses confrères et des clients fidèles témoigne justement, de cette capacité d'écoute et de pédagogie, de cette idée qu'elle se fait de son métier. Des clients d'horizons divers. Régions, départements, communes, grands promoteurs immobiliers : pour Aurélie « il n'y a pas de petits dossiers. Défendre une petite commune rurale s'avère parfois très délicat lorsque, par exemple, la question de droit est totalement nouvelle ». A son actif, Aurélie Bénèch a réalisé des missions sensibles d'aide à la rédaction de documents de planification, comme un SCOT pour établissement intercommunal de plus de 300 communes. Au contentieux, elle a obtenu, tant en référé qu'au fond, en première instance comme en appel, la suspension et l'annulation de permis de construire un grand complexe immobilier contraire à la loi littoral de 1986. Une loi qui, on le sait, fait l'objet d'une jurisprudence subtile et très nourrie.

#### « Honnêteté intellectuelle »

Côté contrats, Me Bénèch a récemment obtenu, pour le compte d'un grand opérateur du secteur de l'énergie solaire et au terme d'un référé précontractuel difficile, l'annulation pure et simple d'une procédure d'appel à projets. Une première pour un cas d'occupation du domaine public. Et une très belle victoire pour le principe d'égalité des opérateurs qui avait été ici violé. Devant une juridiction, Me Bénèch a un credo : « convaincre c'est faire preuve d'honnêteté intellectuelle. Tenter de passer entre les gouttes ne fait que rarement illusion mais très souvent une mauvaise réputation ! ».

Pour ses confrères, nul doute qu'Aurélie Bénèch va continuer sur cette lancée remarquable grâce à une réputation sans faille. Ce qui lui permettra de contribuer, non pas simplement à l'application mais - bien plus encore - au progrès du droit public. Une exigence partagée au sein du Cabinet Huglo Lepage.



## Nos interventions:

- **5 juillet 2011 : Bureau de coordination des énergies renouvelables Ministère de l'écologie** : L'énergie éolienne entre sécurité et innovation, quelles solutions face aux exigences techniques, réglementaires et environnementales? **A.Gossement**
- **29 septembre 2011 : SEQUOVIA/ AKTEOS/HUGLO LEPAGE Colloque au Sénat** : Loi Grenelle II: une obligation d'information environnementale renforcée, où en est-on un an après? **C.Huglo/M.Maître/ B. Desmier**
- **11 octobre 2011 : Club Biogaz ATEE** : Biogaz – assurances – garanties. **A.Fourmon**
- **13 octobre 2011 : EFE Matinée de formation** : Eoliennes : le nouveau cadre juridique. **A.Gossement**
- **14 octobre 2011 : AFJE** : Repérer et gérer le risque environnemental dans les principaux actes juridiques de l'entreprise. **C.Huglo**
- **21 octobre 2011 : LexisNexis Lyon** : Installations photovoltaïques. **A.fourmon.**
- **26 et 27 octobre 2011 : 8<sup>ème</sup> Assises Nationales de l'assainissement non collectif IDEAL à Metz** : Assermentation des agents du SPANC. **F.Braud**

## Jurisprudence du cabinet :

**Deux succès récents du Cabinet montrent qu'il est loin d'être impossible de faire annuler des refus de permis de construire dans le domaine de l'éolien.**

- Dans la première affaire (TA Toulouse, 14 avril 2011, n° 0905749), le Préfet de l'Aveyron avait opposé deux refus de permis de construire un parc de huit aérogénérateurs à une importante société du secteur.

Le motif principal retenu par le Préfet était lié à l'application de l'article R. 111-21 du code de l'urbanisme, qui permet à l'autorité compétente de refuser un permis si la construction est de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Le Tribunal a estimé en l'espèce que le Préfet avait commis une « *erreur d'appréciation* », cette expression révélant le contrôle normal du juge. Pour les magistrats toulousains, les incidences du parc éolien sur les paysages et sites environnants ne sont pas telles qu'elles puissent justifier les refus de permis de construire.

Ce jugement est également l'occasion de rappeler qu'un document intitulé « *Réflexion cadre pour un développement de l'énergie éolienne* » ne constitue qu'un simple document d'orientation dépourvu d'effet juridique, et que la délivrance d'un permis de construire une ou des éoliennes n'est pas légalement subordonnée à l'existence d'une zone de développement de l'éolien (ZDE), qui n'est pas un document d'urbanisme.

Le Préfet est donc enjoint de reprendre l'instruction des demandes de permis dans un délai d'un mois.

- Dans la seconde affaire (TA Nancy, 28 juin 2011, n° 0900848), le Préfet de Meurthe-et-Moselle avait refusé les permis de construire demandés par une autre société du secteur en vue de la réalisation d'un parc de seize éoliennes.

Le Préfet s'était, tout d'abord, fondé sur l'article R. 111-15 du code de l'urbanisme au motif que le projet porterait atteinte aux milieux naturels.

Le Tribunal rappelle à juste titre que, ce faisant, le Préfet a commis une erreur de droit, cet article ne permettant pas de refuser un permis de construire, mais seulement de l'assortir, le cas échéant, de prescriptions spéciales. Le Préfet s'était également appuyé, comme dans l'affaire précédente, sur l'article R. 111-21 du même code.

Les magistrats nancéiens se sont livrés sur ce point à un contrôle extrêmement approfondi, afin de neutraliser un à un les nombreux reproches du Préfet quant à l'atteinte supposée du projet aux sites et paysages alentours.

Le Préfet a donc, là aussi, reçu injonction du Tribunal de statuer à nouveau sur les demandes de permis de construire dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement.

**Hervé CASSARA**

**Avocat à la Cour**

**Professeur à l'ICH (CNAM)**





Crédit photo : Yannick Monget

J  
U  
I  
N

2  
0  
1  
1

## **Revue de la doctrine et ouvrages généraux sur le droit de l'environnement et de la sécurité**

- 📖 A.Bourlon, Le méga complexe solaire de Perpignan dans l'attente des appels d'offres. La Tribune.fr 20 mai 2011.
- 📖 MP.Maître, Iso 26000, la norme qui va changer vos pratiques d'achats. Décision Achats 1<sup>er</sup> juin 2011.
- 📖 C.Huglo, Le Conseil d'Etat estime que l'information environnementale peut progresser. Localtis.info 6 juin 2011.
- 📖 Cabinet Huglo Lepage & Associés Conseil, Le maire veut faire bouger la montagne, Le Parisien.fr 8 juin 2011.
- 📖 C.Lepage, Xynthia : 56 autres victimes déposent plainte contre X en Vendée, Actu-environnement.com 10 juin 2011.
- 📖 Cabinet Huglo Lepage & Associés Conseil, Xynthia : 56 nouveaux plaignants en Vendée, France 2.fr, 10 juin 2011.
- 📖 Cabinet Huglo Lepage & Associés Conseil, Tempête Xynthia – Cinquante six nouveaux plaignants en Vendée.Le Point.fr 10 juin 2011.
- 📖 A.Gossement, Gaz de schiste : la fracturation hydraulique autorisée à des seules fins scientifiques. Actu-environnement.com 10 juin 2011.
- 📖 Cabinet Huglo Lepage & Associés Conseil, Xynthia : deux élus de la Faute-sur-Mer en examen, Les Echos.fr 14 juin 2011.
- 📖 B.Denis, Xynthia : la justice tente de démêler les responsabilités. Le Monde 14 juin 2011.
- 📖 A.Gossement, vers la territorialisation du Grenelle? Actu-environnement.com 22 juin 2011 <http://www.actu-environnement.com/ae/news/decret-rapport-developpement-durable-collectivite-arnaud-gossement-12843.php4>
- 📖 A.Gossement, nucléaire à Deauville, le débat se politise. Energie 2007 30 juin 2011.





Crédit photo : Yannick Monget

## **Textes importants**

### **Déchets**

*Exonération de TGAP pour les mâchefers non valorisables*

Décret n°2011-767 du 28 juin 2011 pris pour l'application du 4 bis de l'article 266 nonies du code des douanes

*Réalisation par le maître d'ouvrage d'un diagnostic portant sur les déchets issus des travaux de démolition de bâtiment*

Décret n°2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments

### **Pollution atmosphérique**

*Contenu et modalités d'élaboration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie*

Décret n°2011-678 du 16 juin 2011 relatif aux schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie

### **Hygiène & sécurité des bâtiments**

*Réalisation par le maître d'ouvrage d'un diagnostic portant sur les déchets issus des travaux de démolition de bâtiment*

Décret n°2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments

### **Produits chimiques**

*Reach : la notion d'article vue par la France*

Avis aux opérateurs économiques sur l'obligation de communiquer des informations sur les substances contenues dans les articles en application des articles 7.2 et 33 du règlement REACH – Interprétation du seuil de 0,1 % (masse/masse) cité aux articles 7.2 et 33

### **Protection de la nature**

*De la composition et du fonctionnement du Comité national « trames verte et bleue »*

Décret n°2011-738 du 28 juin 2011 relatif au Comité national « trames verte et bleue »

Décret n°2011-739 du 28 juin 2011 relatif aux comités régionaux « trame verte et bleue » et modifiant la partie réglementaire du Code de l'environnement, publié au JO du 29 juin 2011)

### **Risques**

*Définition de la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles*

Décret n°2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles

